



**ARRÊTÉ DE PRESCRIPTIONS SPÉCIFIQUES À DÉCLARATION  
AU TITRE DE L'ARTICLE L.214-3 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT  
RELATIF AU SYSTÈME DE TRAITEMENT DES EAUX USÉES DE LA COMMUNE DE  
CHAPELON EXPLOITÉ PAR LA COMMUNE DE CHAPELON**

La préfète du Loiret  
Chevalier de la Légion d'honneur

**VU** le code rural ;

**VU** le Code de la Santé Publique ;

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**VU** le Code de l'Environnement ;

**VU** le décret du 10 février 2021 nommant Mme Régine ENGSTRÖM préfète de la Région Centre-Val de Loire, préfète du Loiret ;

**VU** le décret n° 62-1448 du 24 novembre 1962 modifié relatif à l'exercice de la Police des eaux ;

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

**VU** l'arrêté ministériel du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;

**VU** le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) 2022-2027 du bassin Seine-Normandie, approuvé le 23 mars 2022 ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 28 octobre 2005 fixant la répartition des compétences entre les services de l'État dans le domaine de la police de l'eau et de la gestion de l'eau ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 27 juillet 2021 portant délégation de signature à M. Benoît LEMAIRE, secrétaire général de la préfecture du Loiret ;

**VU** l'arrêté préfectoral en date du 16 novembre 2000 autorisant la Commune de Chapelon à construire une station d'épuration avec rejet dans le « Petit Fusain » à Chapelon ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 25 mai 2022, mettant en demeure la Commune de Chapelon de régulariser la situation administrative de son système de traitement des eaux usées par le dépôt d'un dossier de déclaration ;

**VU** le dossier de déclaration déposé le 8 décembre 2022 par la Commune de Chapelon pour l'exploitation de son système d'assainissement ;

**VU** la notification à l'intéressé du projet d'arrêté statuant sur sa demande ;

**CONSIDÉRANT** que, conformément aux articles R. 214-1 et suivants du code de l'environnement, le système de traitement des eaux usées de la Commune de Chapelon est soumis à déclaration ;

**CONSIDÉRANT** que les prescriptions du présent arrêté permettent de préserver les intérêts énumérés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement et de garantir une gestion équilibrée de la ressource en eau ;

**CONSIDÉRANT** que le système d'assainissement de la Commune de Chapelon a été jugé conforme aux prescriptions locales au titre de l'année 2022 ;

**CONSIDÉRANT** que le dépôt du dossier de déclaration respecte les prescriptions de délai fixées par l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 25 mai 2022 ;

**CONSIDÉRANT** les observations émises par la commune de Chapelon le 20 juin 2023 sur le projet d'arrêté, dans le cadre de la phase contradictoire préalable ;

**SUR** la proposition du Directeur départemental des territoires du Loiret ;

**ARRÊTE**

# TITRE I. PRÉSENTATION DU PROJET ET PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES

## ARTICLE 1 : Objet de la déclaration et localisation

En application de l'article L 214-3 du code de l'environnement, il est donné acte à la **Commune de Chapelon**, dénommée « le bénéficiaire » dans le présent arrêté, de sa déclaration concernant l'exploitation de son système d'assainissement, et le rejet des effluents traités dans le ru du Petit Fusain, sous réserve du respect des prescriptions énoncées aux articles suivants.

Le système d'assainissement faisant l'objet du présent arrêté est composé :

- du système de collecte des eaux usées :  
Composé de 2 postes de refoulement, le PR Bourg et le PR Paumeton, chacun équipé d'un trop-plein non équipé en autosurveillance ;
- de la station de traitement des eaux usées :  
Ses coordonnées géographiques sont (en Lambert 93) :
  - X : 668 095
  - Y : 6 770 574

Les coordonnées géographiques du point de rejet de la station d'épuration dans le cours d'eau « Le Petit Fusain » sont (en Lambert 93) :

- X : 668 150
- Y : 6 770 541

Les coordonnées géographiques du point de déversement en tête de station (point réglementaire A2) sont (en Lambert 93) :

- X : 668 105
- Y : 6 770 569

La station d'épuration est dimensionnée pour traiter les débits journaliers et flux polluants suivants :

PARAMÈTRES	TEMPS SEC
Débit nominal (m <sup>3</sup> /j)	32,00
Débit de pointe (m <sup>3</sup> /h)	1,33
DBO5 (kg/j)	12,60
DCO (kg/j)	28,35
MES (kg/j)	18,9
NK (kg/j)	3,15
Pt (kg/j)	0,84

## ARTICLE 2 : Nomenclature

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement. Les rubriques définies au tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement concernées par cette opération sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Nature	Régime	Arrêtés de prescriptions générales
<b>Rejets</b>				
2.1.1.0	Systèmes d'assainissement collectif des eaux usées et installations d'assainissement non collectif destinés à collecter et traiter une charge brute de pollution organique au sens de l'article R. 2224-6 du code général des collectivités territoriales : 1° Supérieure à 600 kg de DBO5 (A) ; 2° Supérieure à 12 kg de DBO5, mais inférieure ou égale à 600 kg de DBO5 (D).	Système de traitement des eaux usées de Chapelon 12,6 kg de DBO5.	Déclaration	Arrêté ministériel du 21 juillet 2015

### **ARTICLE 3** : Prescriptions applicables au système de collecte

#### **3.1 Conditions générales :**

- le système de collecte est exploité et entretenu de manière à minimiser la quantité totale de matières polluantes déversées au milieu récepteur, dans toutes les conditions de fonctionnement ;
- le plan du système de collecte est tenu à jour et mis à disposition du service en charge du contrôle;
- si des demandes d'autorisations de déversement d'eaux usées non domestiques dans le système de collecte sont formulées, elles sont instruites conformément aux dispositions de l'article L. 1331-10 du code de la santé publique et de l'article 13 de l'arrêté ministériel du 21 juillet 2015

#### **3.2 Autosurveillance du système de collecte :**

Les trop-pleins des postes de refoulement PR Bourg et PR Paumeton reçoivent une charge polluante bien inférieure à 120 kg/J de DBO5 et ne sont pas soumis à l'équipement en autosurveillance, qui consiste à mesurer le temps de déversement journalier et estimer les débits déversés par les déversoirs d'orage et/ou trop-pleins surveillés. Cependant, si des dysfonctionnements sur le réseau de collecte sont constatés, le préfet demande l'équipement de ces ouvrages en autosurveillance.

### **ARTICLE 4** : Prescriptions applicables aux rejets de la station d'épuration des eaux usées

#### **4.1. Conditions générales :**

- la température doit être inférieure à 30° C ;
- le pH doit être compris entre 6 et 8,5 ;
- l'effluent ne doit pas contenir de substances capables de gêner la reproduction du poisson ou de la faune benthique ou présenter un caractère létal à leur rencontre à 50 m du point de rejet ;
- l'effluent ne doit pas dégager avant et après cinq jours d'incubation à 20° C une odeur putride et ammoniacale.

#### **4.2. Niveau de rejet**

Le niveau de rejet respecte, pour le débit de référence retenu (débit nominal ou percentile 95 sur 5 ans), les concentrations maximales suivantes, mesurées à partir d'échantillons moyens journaliers homogénéisés non filtrés, ni décantés, et analysés selon une méthode normalisée.

PARAMÈTRES	CONCENTRATION (mg/l)	VALEURS RÉDHIBITOIRES (mg/l)	RENDEMENTS MINIMAUX (%)
DBO5	25	50	70
DCO	125	250	75
MES	35	70	90
NTK	40	/	/

## **ARTICLE 5 : Prescriptions applicables aux déchets issus du traitement**

### **5.1. Résidus des prétraitements : refus de dégrillage**

Les refus de dégrillage sont évacués par les ordures ménagères.

### **5.2. Élimination des boues en excès**

Les boues résultant de la décantation primaire sont assimilées à des matières de vidange. Elles sont évacuées, conformément au plan départemental d'élimination des déchets, vers une station d'épuration équipée pour les recevoir.

Les boues accumulées sont curées environ 1 fois tous les 10 ans. Si les boues sont valorisées par épandage agricole, un plan d'épandage devra être réalisé. Ce plan d'épandage sera réalisé relativement tôt afin d'obtenir l'autorisation avant la nécessité d'extraire les boues et pour ne pas perturber le fonctionnement de la station d'épuration.

## **ARTICLE 6 : Entretien**

Des performances acceptables doivent être garanties en période d'entretien et de réparations prévisibles. À cet effet, l'exploitant tient à jour un registre mentionnant les incidents et défauts de matériels recensés et les mesures prises pour y remédier, ainsi que les procédures à observer par le personnel d'entretien.

Tous les incidents ou travaux effectués sur l'ouvrage ne permettant pas de respecter les prescriptions mentionnées dans ce présent arrêté devront être déclarés au Préfet.

Le service en charge du contrôle devra être averti au moins un mois à l'avance des périodes d'entretien et de réparations prévisibles des installations et de la nature des opérations susceptibles d'avoir un impact sur la qualité des eaux réceptrices et l'environnement. Il précise les caractéristiques des déversements (débit, charge) pendant cette période et les mesures prises pour en réduire l'importance et l'impact sur les masses d'eau réceptrices de ces déversements.

Le bénéficiaire doit optimiser la durée ainsi que la technique de réalisation des travaux afin de limiter au strict nécessaire la période de fonctionnement en régime dégradé ou d'arrêt de la station.

Le préfet pourra, si nécessaire, dans les quinze jours ouvrés suivant la réception de l'information, prescrire des mesures visant à surveiller les rejets, en connaître et réduire les effets ou demander le report de ces opérations si ces effets sont jugés excessifs.

Afin de limiter les pannes, l'exploitant mettra en œuvre une politique de maintenance préventive des éléments participant à la collecte et aux traitements des eaux usées.

## **ARTICLE 7 : Autosurveillance du système de traitement des eaux usées**

Conformément aux dispositions de l'article L. 214-8 du Code de l'environnement, le flux polluant journalier étant situé entre 12 et 30 kg/J de DBO5, l'autosurveillance du fonctionnement des installations est réalisée 1 fois tous les 2 ans.

Cette autosurveillance porte sur les paramètres T°, pH, débit, DCO, DBO5, MES et NTK. Les analyses sont pratiquées sur un échantillon moyen journalier. Le prélèvement des échantillons destinés aux analyses d'autosurveillance doit être réalisé à l'aide de préleveurs-échantillonneurs automatiques réfrigérés et thermostatés (en entrée et sortie de station).

En application de l'arrêté du 21 juillet 2015, les aménagements en place pour s'assurer du bon fonctionnement de la station d'épuration de Chapelon sont :

- Mesures de débit et des volumes journaliers : mesure par un débitmètre pour le débit d'eau en entrée, et par un canal de comptage pour le débit d'eau traitée,
- Regards de prélèvement facilement accessibles pour l'installation des préleveurs d'échantillons mobiles en amont et aval de la station (équipements asservis aux débits),
- Enregistrement des données : système d'enregistreur de données pour l'acquisition et le traitement des indicateurs de fonctionnement de la station et le stockage des données nécessaires à l'autosurveillance.

Le système de télésurveillance permet de prévenir d'un défaut et d'appeler automatiquement l'agent d'astreinte.

#### **ARTICLE 8 : Transmission des données d'autosurveillance**

Le bénéficiaire ou ses délégataires transmettent les informations et les résultats d'autosurveillance prescrites dans l'article 7 du présent arrêté. Les données produites durant le mois N doivent être transmises dans le courant du mois N + 1 au service en charge du contrôle et à l'agence de l'eau ou l'office de l'eau concernés.

En toute circonstance, la totalité des données d'autosurveillance produites durant l'année N doit être transmise avant le 31 janvier de l'année N+1.

La transmission des données d'autosurveillance est effectuée par voie électronique, conformément au scénario d'échange des données d'autosurveillance des systèmes d'assainissement en vigueur, défini par le service d'administration nationale des données et référentiels sur l'eau (SANDRE).

Le bénéficiaire transmettra ces données via l'application informatique VERSEAU accessible à une adresse communiquée par le service en charge du contrôle.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté, l'information du service en charge du contrôle est immédiate et accompagnée de commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

#### **ARTICLE 9 : Cahier de vie et Bilan annuel de fonctionnement**

Le bénéficiaire définit dans le cahier de vie les pratiques mises en œuvre pour répondre aux prescriptions de l'article 7 du présent arrêté et rédige en début d'année le bilan annuel de fonctionnement de l'année précédente du système d'assainissement qu'il transmettra avant le 1<sup>er</sup> mars de l'année en cours au service chargé du contrôle et à l'agence de l'eau Seine-Normandie.

Ces documents sont rédigés ou modifiés comme énoncés à l'article 20 de l'arrêté ministériel du 21 juillet 2015 susvisé.

#### **ARTICLE 10 : Contrôles supplémentaires**

Les services de l'État chargés de la police des eaux ou exerçant une mission de contrôle se réservent le droit de procéder à des vérifications inopinées supplémentaires, notamment en cas de présomption d'infraction aux lois et réglementations en vigueur ou de non-conformité aux dispositions de la présente autorisation, à la charge exclusive du bénéficiaire. Pour ce faire, le bénéficiaire doit permettre l'accès et les moyens nécessaires aux fonctionnaires de contrôle ou leurs représentants pour réaliser toutes les mesures de vérification dans de bonnes conditions de précision.

## TITRE II. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

### ARTICLE 11 : Conformité au dossier – Modifications

Les activités, installations, ouvrages, travaux, objets du présent arrêté, sont situés, installés et exploités conformément aux plans et contenus du dossier de déclaration, sans préjudice des dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et des réglementations en vigueur.

Le bénéficiaire devra respecter les prescriptions générales définies dans l'arrêté dont les références sont indiquées dans le tableau mentionné à l'article 2 et qui est joint au présent arrêté.

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration doit être porté, avant sa réalisation à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire afin d'assurer la prévention des dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés aux articles [L. 211-1](#) et [L. 511-1](#), à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées.

### ARTICLE 12 : Début et fin des travaux – Mise en service

Le bénéficiaire informe le service de police de l'eau instructeur du présent dossier, des dates de démarrage et de fin des travaux et, le cas échéant, de la date de mise en service ou de mise en conformité de l'installation, dans un délai minimum de 15 jours précédant l'opération.

Le terme travaux désigne l'ensemble des interventions sur le terrain menées dans le cadre du projet. Ainsi, il comprend l'ensemble des interventions depuis la phase préparatoire au chantier jusqu'à la phase de récolement.

### ARTICLE 13 : Accidents – Incidents

Tout incident ou accident intéressant l'ouvrage et de nature à porter atteinte à l'un des éléments énumérés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement est déclaré, dans les conditions fixées à l'article L. 211-5 du code de l'environnement. Ces incidents ou accidents devront être reportés dans le bilan de fonctionnement mentionné à l'article 9 du présent arrêté.

Sans préjudice des mesures susceptibles d'être prescrites par le préfet, le bénéficiaire est tenu de prendre ou faire prendre les dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le bénéficiaire reste responsable des accidents ou dommages imputables à son ouvrage, son utilisation ou son mauvais entretien.

### ARTICLE 14 : Changement de bénéficiaire

Tout changement d'exploitant est subordonné à une déclaration du nouveau bénéficiaire auprès du préfet dans les trois mois suivant ce transfert.

Cette déclaration mentionne, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénoms et domicile du nouveau bénéficiaire et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration. Le préfet en accuse réception dans un délai d'un mois.

### ARTICLE 15 : Cessation d'activité – Remise en service

La cessation définitive, ou pour une période supérieure à deux ans, de l'exploitation des installations objet du présent arrêté fait l'objet d'une déclaration par l'exploitant, ou, à défaut, par le propriétaire, auprès du préfet dans le mois qui suit la cessation définitive ou le changement d'affectation et au plus tard un mois avant que l'arrêt de plus de deux ans ne soit effectif. En cas de cessation définitive ou d'arrêt de plus de deux ans, il est fait application des dispositions de l'article R. 214-48 du code de l'environnement.

La déclaration d'arrêt d'exploitation de plus de deux ans est accompagnée d'une note expliquant les raisons de cet arrêt et la date prévisionnelle de reprise de cette exploitation. Le préfet peut émettre toutes prescriptions conservatoires afin de protéger les intérêts énoncés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement pendant cette période d'arrêt. Si l'exploitation n'est pas reprise à la date prévisionnelle déclarée, le préfet peut, l'exploitant ou le propriétaire entendu, considérer l'exploitation comme définitivement arrêtée et fixer les prescriptions relatives à l'arrêt définitif de cette exploitation et à la remise en état du site.

En cas de cessation définitive, le bénéficiaire remet le site en état tel qu'aucune atteinte ne puisse être portée aux intérêts protégés mentionnés aux articles [L. 211-1](#) et [L. 511-1](#) du code de l'environnement. Il informe le préfet de la cessation de l'activité et des mesures prises. Le préfet peut à tout moment lui imposer des prescriptions pour la remise en état du site.

Le préfet peut décider que la remise en service de l'ouvrage momentanément hors d'usage pour une raison accidentelle, sera subordonnée à une nouvelle déclaration, si la remise en service entraîne des modifications de l'ouvrage ou de son fonctionnement ou de son exploitation, ou si l'accident est révélateur de risques insuffisamment pris en compte initialement.

#### **ARTICLE 16 : Abrogation – Suspension – Interdiction**

Sans préjudice des dispositions du II et II bis de l'article L. 214-4 et de l'article L. 215-10 du code de l'environnement, le présent arrêté peut être abrogé ou modifié, sans indemnité de la part de l'État exerçant ses pouvoirs de police, en cas de menace majeure :

1. Pour la préservation de l'état ou de l'aspect d'une réserve naturelle créée par l'État ;
2. Pour la conservation des caractéristiques d'intérêt général ayant motivé le classement ou l'instance de classement d'un site ;
3. Pour l'état de conservation des sites, habitats et espèces mentionnées à l'article L. 411-1 du code de l'environnement ;
4. Pour les objectifs de conservation d'un site Natura 2000 ;
5. Pour la conservation d'un boisement reconnue nécessaire à l'une ou plusieurs des fonctions énumérées par l'article L. 341-5 du code forestier.

En cas d'abrogation ou de suspension du présent arrêté, ou de mesure d'interdiction d'utilisation, de mise hors service ou de suppression, l'exploitant ou, à défaut, le propriétaire de l'ouvrage, de l'installation ou de l'aménagement concerné ou le responsable de l'opération est tenu, jusqu'à la remise en service, la reprise de l'activité ou la remise en état des lieux, de prendre toutes dispositions nécessaires pour assurer la surveillance de l'ouvrage, de l'installation ou du chantier, l'écoulement des eaux et la conservation ou l'élimination des matières polluantes dont il avait la garde ou à l'accumulation desquelles il a contribué et qui sont susceptibles d'être véhiculées par l'eau.

Si ces dispositions ne sont pas prises, il peut être fait application des procédures prévues à l'article L. 216-1 du code de l'environnement.

#### **ARTICLE 17 : Contrôle – Sanctions**

Les agents en charge de mission de contrôle au titre du code de l'environnement ont libre accès aux installations, ouvrages, travaux, activités, relevant du présent arrêté afin de procéder à leur contrôle dans les conditions fixées par le code de l'environnement, notamment ses articles L. 170-1 et suivants du code de l'environnement. Ils peuvent demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté. Par ailleurs, si nécessaire, le bénéficiaire met à disposition des agents chargés d'une mission de contrôle, les moyens de transport (notamment nautique) permettant d'accéder à l'installation, à l'ouvrage, au secteur de travaux, au lieu de l'activité.

En cas de non-respect des prescriptions applicables en vertu du code de l'environnement ou du présent arrêté, il pourra être mis en œuvre les sanctions administratives et pénales prévues par le code de l'environnement, notamment ses articles L. 171-6 et suivants du code de l'environnement.

#### **ARTICLE 18 : Caractère d'urgence**

Les travaux destinés à prévenir un danger grave et présentant un caractère d'urgence peuvent être entrepris sans que soient présentées les demandes d'autorisation ou les déclarations auxquelles ils sont soumis, à condition que le préfet en soit immédiatement informé.



Le préfet déterminera, en tant que de besoin, les moyens de surveillance et d'intervention en cas d'incident ou d'accident dont doit disposer le maître d'ouvrage ainsi que les mesures conservatoires nécessaires à la préservation des intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement.  
Un compte-rendu lui est adressé à l'issue des travaux.

**ARTICLE 19 : Droits des tiers**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**ARTICLE 20 : Autres réglementations**

Le présent arrêté ne dispense en aucun cas le bénéficiaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par les réglementations autres que celles en application desquelles il est délivré.

## TITRE III. DISPOSITIONS FINALES

### ARTICLE 21 : Notification – Publication – Information des tiers

Le présent arrêté est notifié à la Commune de Chapelon.

En vue de l'information des tiers :

- 1° Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Chapelon et peut y être consultée ;
- 2° Un extrait du présent arrêté est affiché à la mairie de Chapelon pendant une durée minimum d'un mois ; un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins des maires ;
- 3° Le présent arrêté est adressé au conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R. 181-38 ;
- 4° L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré, pendant une durée minimale de quatre mois.

### ARTICLE 22: Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Loiret,

Le directeur départemental des territoires du Loiret,

Le maire de la commune de Chapelon,

Le chef du service départemental du Loiret de l'Office Français de la Biodiversité,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture du Loiret.

à Orléans,

- 7 JUIL. 2023

Pour la Préfète et par déléation,  
Pour le Secrétaire général absent,  
Le Secrétaire général adjoint,



Christophe CAROL

#### Copie transmise pour information à :

- M. le maire de la commune de Chapelon
- Office Français de la Biodiversité – Service départemental du Loiret
- Agence de l'eau Seine-Normandie – 18 cours Tarbe - CS 70702, 89 107 SENS Cedex

### **RECOURS CONTENTIEUX**

Conformément à l'article L.181-17 du code de l'environnement, cette décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée, selon les dispositions de l'article R.514-3-1 du code de l'environnement, au Tribunal Administratif, 28 rue de la Bretonnerie, 45057 ORLÉANS :

- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de cette décision ;
- par le demandeur ou l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la notification de cette décision.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

### **RECOURS ADMINISTRATIF**

Sans préjudice du recours gracieux mentionné à l'article R.214-36 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de la publication de cette décision pour les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement, ou de sa notification pour le demandeur ou l'exploitant, les recours administratifs suivants peuvent être présentés :

- un recours gracieux adressé à Mme la Préfète du Loiret, Service de la Coordination des Politiques Publiques et de l'Appui Territorial, Bureau de la coordination administrative 181 rue de Bourgogne, 45042 ORLÉANS CEDEX,
- un recours hiérarchique adressé à M. le Ministre de la Transition Écologique - Direction Générale de l'Aménagement, du Logement et de la Nature - Direction de l'Eau et de la Biodiversité, Tour Pascal A et B, 92055 LA DÉFENSE CEDEX

Le recours administratif prolonge de deux mois les délais de recours contentieux prévus par l'article R.514-3-1 du code de l'environnement.

